CIDEFE

SEPTEMBRE 2015 à JANVIER 2016

LES FORMATIONS DU CIDEFE

CIDEFE, 10, rue Parmentier, 93100 Montreuil

Organisme agréé par arrêté ministériel du 1er juillet 1994 pour la formation des élus (agrément valable jusqu'en 2019)
Association loi 1901, déclarée à la préfecture le 10 octobre 1980 sous le n° 80/1796 - Siret : 323 069 328 00025

www.elunet.org – cidefe@elunet.org - 01.48.51.78.78

PRÉSENTATION DU CIDEFE

Le Cidefe a été créé en 1980, à l'initiative des élus communistes et républicains de France, afin de répondre aux besoins de formation, d'information, de documentation des élus et des acteurs publics. Il s'appuie sur des valeurs fondées sur la justice et le progrès social, la démocratie, la solidarité internationale et la paix.
Depuis le 1er juillet 1994, il est agréé par le ministère de l'Intérieur, comme organisme qualifié pour la formation des élus locaux. Fort de ses 35 années d'expériences, il est un espace d'analyse, de partage et de confrontation d'idées ouvert à l'ensemble des élus progressistes.

Agents publics, venez vous former au CIDEFE

Préparations aux concours de la fonction publique, examens professionnels, formations de perfectionnement, enjeux d'actualité... Le CIDEFE s'engage pour la formation des agents publics. Au-delà de l'offre traditionnelle du CNFPT, venez découvrir, dès 2016, des formations inédites, délivrées par un panel d'intervenants sélectionnés pour leur expertise.

Formations « sur mesure » dans votre commune

Au plus près de vos besoins, le CIDEFE organise, pour les agents de votre collectivité, des sessions « sur mesure » dédiées aux objectifs de formation de vos équipes. Plus besoin de se déplacer, le CIDEFE vous propose son savoir-faire directement dans votre commune !

CONTACT :**ELSA DIMICOLI**
01.48.51.15.86 - edimicoli@elunet.org

Des formations territoriales proches de vous et construites avec vous

- Des antennes dans plus de 60 départements proposant chaque année près de 200 sessions.
- Des formations sur toutes les thématiques construites avec les élus.
- De la commune au bassin de vie, du département à la région, des formations adaptées aux réalités des territoires.

CONTACT : **JOAN ESPEJEL**
01.48.51.15.70 – jespejel@elunet.org

Les outils du CIDEFE

Le CIDEFE vous propose des outils pratiques à utiliser au quotidien pour votre mandat.

RETROUVEZ :

• **CIDEFIL** : Tous les jours l'actualité des élus progressistes. Pour recevoir la newsletter : cidefe@elunet.org

• **LA LETTRE DU CIDEFE NUMÉRIQUE :** Chaque semaine, les informations juridiques dont vous avez besoin.
Abonnement sur cidefe@elunet.org ou contact :

CONTACT : **MARIE-CATHERINE ONDOUA**
01.48.51.15.83 - mcondoua@elunet.org

• **ELUNET** : Partage de l'actualité, infos sur les formations CIDEFE, recherche de documentation, en un clic sur le portail de l'action des élus.

ÉDITO

Vous allez découvrir le programme des formations du Cidefe de septembre 2015 à janvier 2016.

Dans une période cruciale pour les collectivités, nous avons souhaité accompagner vos réflexions sur les sujets divers en prise avec les grandes questions sociétales, sociales, environnementales, pour la construction de nouvelles alternatives d'engagement et de rassemblement.
En écoute avec vos attentes, porteur de nouveaux chantiers et projets, le Cidefe avec l'appui de ses soixante antennes locales souhaitent y contribuer en proposant, partout, avec vous et pour vous des formations construites et partagées.

Réforme territoriale et des institutions, nouvelles intercommunalités et régions, création des métropoles, baisse des dotations, réforme de la fonction publique, conduite des politiques publiques ruralité, enjeux sociaux, démocratiques, élections régionales, exercice des mandats, accompagnement des élus minoritaires, les questions sont de plus en plus nombreuses pour celles et ceux qui agissent au quotidien dans les territoires aux côtés des citoyens.
Pour un partage, une analyse, une meilleure connaissance des clés du débat, le décryptage des enjeux est un préalable incontournable pour une appropriation et se donner ensemble de l'efficacité.

Les formations que nous vous proposons sont autant d'outils dont vous pouvez vous saisir pour appuyer votre action sur la richesse des analyses et de l'échange d'expériences. Elles feront comme toujours la part belle à des réflexions prospectives et à des innovations porteuses d'espoir. Elles porteront sur des questions de fond, sur la recherche de sens.
Enfin, vous pourrez bénéficier des apports techniques des formations « savoir-faire ».

Vous le voyez, le formidable outil qu'est le Cidefe est plus que jamais mobilisé à vos côtés. Fort de son agrément national jusqu'en 2019, tourné vers une nouvelle étape d'avenir, le Cidefe est l'organisme de formation qui compte, que nous vous invitons à découvrir ou redécouvrir, à partager autant qu'il vous plaira parmi les élus progressistes de votre connaissance, tout en vous inscrivant dans ce catalogue varié des formations des prochains mois.

Bonne lecture.

Karina Kellner
présidente du Cidefe

VOS DROITS À LA FORMATION

La formation des élus est un droit individuel légalement reconnu (Code général des Collectivités territoriales). Ce droit est ouvert aux membres des conseils municipaux, des communautés urbaines et métropoles, des communautés d'agglomération, des communautés de communes, des conseils départementaux et des conseils régionaux, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires, qu'ils fassent partie de l'exécutif ou non.

Le conseil municipal ainsi que le conseil communautaire doivent, dans les trois mois suivant leur renouvellement, délibérer sur l'exercice du droit à la formation de leurs membres. Ils déterminent les orientations et les crédits ouverts à ce titre.
Un débat annuel doit être organisé sur la formation. Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la collectivité doit être annexé au compte administratif.

Pour la collectivité, il s'agit d'une dépense obligatoire, à hauteur maximum de 20 % du montant total des indemnités de fonction allouées aux élus.

À compter du 1er janvier 2016, les collectivités auront l'obligation de fixer un plancher pour les dépenses de formations de leurs élus, équivalent à 2% du montant total des indemnités.

Les frais remboursables recouvrent :

- les frais de déplacement ;
- les frais de séjour ;
- les frais d'enseignement ;
- les pertes de revenus subies du fait de l'exercice de son droit à la formation dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Pour que vos frais de formation soient remboursés, vous devez participer à des sessions délivrées par un organisme agréé par le ministère de l'Intérieur. Le Cidefe dispose de cet agrément depuis 1994.

Faire respecter son droit à la formation

- Le maire refuse de délibérer sur l'exercice du droit à la formation ou veut imposer une situation contraire au droit individuel.
- La formation m'est refusée au motif qu'elle ne correspond pas à ma délégation.
- Un organisme de formation m'est imposé.

Que faire ? Dans tous les cas, il faut agir !

Un courrier à votre maire ou au président de votre collectivité peut permettre de débloquer des situations.

Un conseil ? ALLÔ CIDEFE : 01 48 51 78 78

CALENDRIER DES FORMATIONS NATIONALES
SEPTEMBRE 2015 à JANVIER 2016

Nos formations se déroulent généralement à notre siège à Montreuil de 9h00 à 17h00.

VENDREDI 11 SEPTEMBRE
Loi NOTRE : tout savoir, tout comprendre (La Courneuve - 93)

VENDREDI 18 SEPTEMBRE
Baisse des dotations : les services publics passés au pilon

MARDI 22 ET MERCREDI 23 SEPTEMBRE
Santé et territoires : place des collectivités territoriales dans une nouvelle approche de santé publique (Malakoff – 92)

MERCREDI 23 SEPTEMBRE
Quel avenir pour les OPH ? (Montpellier – 34)

LUNDI 28 SEPTEMBRE (À CONFIRMER)
Élections régionales : mode d'emploi

MARDI 29 SEPTEMBRE
1ères Rencontres nationales « Numérique et Territoires » (Lyon – 69)

MERCREDI 30 SEPTEMBRE
L'expression orale en public

JEUDI 1er ET VENDREDI 2 OCTOBRE
Construire un projet culturel territorial émancipateur (Saint-Pierre-des-Corps - 37)

MARDI 6 OCTOBRE
COP 21 : quelle place pour les élus ?

MERCREDI 7 OCTOBRE
Les associations et les élus à l'heure des baisses budgétaires

JEUDI 8 OCTOBRE
De la commune à la région : construire une politique d'égalité femmes/hommes (Paris – 75)

JEUDI 8 ET VENDREDI 9 OCTOBRE
Comprendre le budget communal

MARDI 13 OCTOBRE
Services publics et investissements menacés : quelles alternatives ? (Paris – 75)

MERCREDI 14 OCTOBRE
Nouveaux rythmes scolaires : bilan et perspectives sur la réforme un an après

VENDREDI 16 OCTOBRE
Montée des exclusions : quelle politique sociale audacieuse pour les collectivités territoriales ?

VENDREDI 23 OCTOBRE
Rencontre nationale des conseillers départementaux (Paris – 75)

JEUDI 5 ET VENDREDI 6 NOVEMBRE
Élaboration et analyse du budget communal

MARDI 10 NOVEMBRE
Quel avenir pour la fonction publique territoriale ?

MERCREDI 25 NOVEMBRE
Marchés publics : les principales règles de la commande publique

JEUDI 3 DÉCEMBRE
Quelles propositions concrètes pour le droit au logement ?

MERCREDI 16 DÉCEMBRE
Projet de loi de finances pour 2016 : les collectivités et les services publics asphyxiés ?

JANVIER 2016
Après Charlie, quelles leçons à tirer et quel travail en commun pour une République solidaire ?

Suivez l'actualité de nos formations sur elunet.org

À NOTER

DES FORMATIONS PRÈS DE CHEZ VOUS

D'autres formations s'ajouteront à ce calendrier en fonction de vos actualités et de vos besoins. N'hésitez pas à nous contacter pour construire une formation dans votre région.

Plus d'infos : Joan ESPEJEL
01 48 51 15 70 jespejel@elunet.org

AGENTS PUBLICS, VENEZ VOUS FORMER AU CIDEFE

Au-delà de l'offre traditionnelle du CNFPT, venez découvrir, dès 2016, des sessions spécialement dédiées à la formation des agents publics. Préparations aux concours de la fonction publique, examens professionnels, formations de perfectionnement, enjeux d'actualité...

Plus d'infos : Elsa DIMICOLI
01 48 51 15 86 edimicoli@elunet.org

PROGRAMMATION DES FORMATIONS
SEPTEMBRE 2015 à JANVIER 2016

SEPTEMBRE

Loi NOTRE : tout savoir, tout comprendre

VENDREDI 11 SEPTEMBRE 9H-12H

LA COURNEUVE (93)

OBJECTIFS : Comprendre et décrypter les principaux points de la réforme ; anticiper les évolutions ; débattre des alternatives

La loi NOTRE a été publiée au mois d'août dernier. Voté en pleine trêve estivale, ce texte a pourtant des conséquences majeures pour les citoyens, les élus et les collectivités. L'objectif est clair : organiser les territoires autour des régions et des intercommunalités. Il ne restera plus aux communes qu'à disparaître au sein des « communes nouvelles ».
Couplées à la baisse drastique des dotations, ces réformes vont vider peu à peu le tissu démocratique local de sa substance. Quels seront les rôles des régions et des intercommunalités ? Quelle place pour la commune et les départements, maillons historiques de la démocratie locale dans cette nouvelle architecture ? Telles sont les questions que nous vous proposons d'aborder avec l'éclairage de parlementaires, élus locaux et experts.

INTERVENANTS

DIDIER NICOLINI, assistant parlementaire au Sénat

DIDIER MIGNOT, conseiller municipal du Blanc-Mesnil

RÉFÉRENT : **JOAN ESPEJEL**
01.48.51.15.70 – jespejel@elunet.org

La loi NOTRE décryptée dans vos régions

Les antennes du CIDEFE vous proposent des sessions de formations décentralisées pour vous aider à analyser et comprendre les conséquences de la loi NOTRE.

Plus d'infos sur www.elunet.org

Métropole du Grand Paris : mode d'emploi

Compétences métropolitaines, périmètres des territoires, conseils de territoire, élections, place des communes, des élus, des citoyens... Le CIDEFE vous donne les clés pour comprendre l'installation de la Métropole du Grand Paris.

Plus d'infos sur www.elunet.org

Baisse des dotations : les services publics passés au pilon

VENDREDI 18 SEPTEMBRE • 14 H -17H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Évaluer la baisse des dotations et ses conséquences ; Construire des alternatives sur le terrain

Le 19 septembre, les maires de France vont se mobiliser de manière inédite. Ils entendent ainsi affirmer leur résistance face à la baisse drastique des dotations qui ébranle les collectivités.
Les concours de l'Etat vont, en effet, être réduits de 11 milliards d'euros d'ici 2017, soit une baisse cumulée de 28 milliards sur la période 2014-2017, avant même une réforme de la DGF prévue en 2016 qui s'annonce catastrophique.
Cette amputation risque d'avoir des conséquences sans précédent sur les services publics locaux. Plus largement, c'est en fait l'avenir des communes et de l'ensemble des collectivités territoriales qui se joue aujourd'hui.
Comment les élus locaux affrontent-ils cette crise drastique des moyens des collectivités pour garantir la conduite des politiques publiques et l'égalité territoriale ? Comment associer les populations aux batailles politiques ? Analyses et échanges d'expériences.

RÉFÉRENT : **JOAN ESPEJEL**
01.48.51.15.70 – jespejel@elunet.org

Santé et territoires : place des collectivités territoriales dans une nouvelle approche de santé publique

MARDI 22 et MERCREDI 23 SEPTEMBRE • 9 H-17 H

MALAKOFF (92)

En partenariat avec la Fédération nationale de formation continue et d'évaluation des pratiques professionnelles des centres de santé

OBJECTIFS : Mieux connaître les dispositifs de santé et l'offre de soins existante, échanger des expériences.

Face aux changements induits par les nombreuses réformes, les collectivités territoriales ont de plus en plus de difficultés à poursuivre leur objectif d'amélioration de la santé des citoyens. Elles doivent faire preuve de volonté politique et de savoir-faire pour développer des programmes locaux coordonnés de santé et mettre en place des centres de santé.

Elles doivent réfléchir sans cesse à la réorganisation des dispositifs pour mettre en œuvre une réponse cohérente aux besoins de santé de la population et poursuivre leur objectif de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé. Quelles actions des élus avec les professionnels, les syndicats, les associations, les usagers pour préserver le service public de la santé et répondre au plus près aux besoins des citoyens ?

INTERVENANTS

MICHEL LIMOUSIN, médecin généraliste au centre de santé de Malakoff (92)

D'autres spécialistes de la santé seront présents

RÉFÉRENTE : **FATEN KHATTALI**

01.48.51.15.89 – faten@elunet.org

Quel avenir pour les OPH ?

MERCREDI 23 SEPTEMBRE • 9H-12H

MONTPELLIER (34)

En amont du 76e congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) qui se déroulera à Montpellier du mardi 22 au jeudi 24 septembre 2015.

OBJECTIFS : Elaborer des propositions alternatives pour le développement des OPH

Les OPH ont à faire face à la crise du logement, à la nécessité de construire et de réhabiliter, à l'injonction de mixité sociale et de proximité, à la disparition des aides de l'Etat, aux normes climatiques qui ne cessent d'évoluer, à la réforme territoriale et aux Opérations d'intérêt nationale (OIN) imposées.
Ces dispositions ne permettent pas aux offices de répondre aux besoins de la population. Elles tendent à dessaisir les élus locaux de leurs prérogatives. Ces derniers doivent être force de propositions pour que le logement social soit enfin une priorité avec des financements adéquats notamment sous forme d'aides à la pierre. Quels moyens humains et financiers pour faire face à la crise du logement ? Quelle taille et quelle liberté de gestion des offices pour répondre aux besoins des locataires ?

INTERVENANTS

MARIE-CLAUDE GAREL, présidente de l'OPH de Nanterre, conseillère communautaire de la communauté d'agglomération du Mont Valérien

MARC HOURSON, adjoint au maire et président de l'OPH de Gennevilliers

JOSÉ MOURY, conseiller municipal à Bobigny

STÉPHANE PEU, adjoint au maire à Saint-Denis et président de Plaine-Commune Habitat

RÉFÉRENTE : **CATHERINE ALLEGRET**

01.48.51.15.72 – callegret@elunet.org

Élections régionales : mode d'emploi

CIDEFE SAVOIR-FAIRE

LUNDI 28 SEPTEMBRE • 9H-17H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : analyser les conséquences sur l'élection régionale des lois récemment adoptées ; comprendre les évolutions du mode de scrutin régional ; maîtriser la réglementation des comptes de campagne.

Comprendre la réforme du scrutin régional
La loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions a modifié la carte de France qui ne comptera à partir de 2016 plus que 13 régions contre 22 actuellement. Les élections régionales de décembre 2015 vont tenir compte de ces évolutions. Comment doivent être composées les listes ? Quelle répartition des sièges au sein des sections départementales ?

Tout savoir sur les comptes de campagne
Responsabilité du mandataire, de la tête de liste, dépenses remboursables. Retrouvez toutes les informations nécessaires à la gestion d'un compte de campagne. Cette partie s'adresse aux mandataires de liste mais aussi aux candidats.

INTERVENANT

JEAN-LOUIS PERU, avocat

RÉFÉRENT : **JOAN ESPEJEL**

01.48.51.15.70 – jespejel@elunet.org

1res Rencontres nationales « Numérique et Territoires »

MARDI 29 SEPTEMBRE 9H30–16H

LYON (69)

OBJECTIFS : Comprendre les enjeux politiques du numérique ; partager les innovations portées par les collectivités et leurs partenaires ; anticiper les évolutions.

La révolution numérique, le digital, l'ouverture généralisée des données et les possibilités offertes par leur utilisation ouvrent de nouvelles possibilités pour répondre aux besoins des citoyens, des territoires, de l'économie et de toutes les activités humaines.
En amont de la future loi sur le numérique attendue en 2015, et à la veille de l'ouverture du salon Transports Publics, *L'Élu d'Aujourd'hui* et le Cidefe s'associent pour organiser une première rencontre nationale sur cette thématique avec l'ambition de faire des citoyens des acteurs majeurs des nouveaux services à développer et de la réduction de la fracture numérique.
Un temps de cette initiative sera consacré à la thématique de la mobilité connectée avec l'apport de Canal TP et l'étude du cas de Lyon Métropole à travers l'action du Syndicat mixte des transports de l'agglomération lyonnaise.

INTERVENANTS

MARTIAL PASSI, maire de Givors, vice-président de la Métropole de Lyon chargé des déplacements

BERTRAND BILLOUT, responsable Marketing et Communication de Canal TP

RÉFÉRENT : **JOAN ESPEJEL**
01.48.51.15.70 – jespejel@elunet.org

L'expression orale en public

CIDEFE SAVOIR-FAIRE

MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2015 • 9H-17H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Apprendre à écrire et s'exprimer en public.

Dans le cadre de leurs responsabilités, les élus sont notamment amenés à s'exprimer en public, un exercice souvent difficile. Il est important de déterminer l'objectif de l'intervention, le message à faire passer. Il faut également connaître son auditoire. La prise de parole est différente selon le public, le sujet, le lieu, les circonstances. Savoir organiser sa pensée pour se faire comprendre, éclairer ses propos est une nécessité pour être efficace. Méthode pédagogique: apport technique, échanges d'expériences, interventions filmées.

INTERVENANT

JEAN-FRANÇOIS TÉALDI, journaliste

Attention formation limitée à 12 personnes

RÉFÉRENTE : **ASTRID SOBREIRO**
01.48.51.15.85 – asobreiro@elunet.org

OCTOBRE

Construire un projet culturel territorial émancipateur

JEUDI 1er et VENDREDI 2 OCTOBRE • 9 H-17 H

SAINT-PIERRE-DES-CORPS (37)

OBJECTIFS : 24 heures d'ateliers pour construire des propositions concrètes et à long termes avec des acteurs culturels.

Le champ de la culture et de la création est un des premiers à subir les restrictions budgétaires. Pourtant, c'est là que se joue l'avenir. L'incitation à la libération de l'imagination, les actes citoyens pour fonder et faire vivre un projet politique émancipateur ne sont pas voués à l'étouffement. En 24 heures, nous ambitionnons de construire et de faire vivre une démarche qui aide à penser autrement les projets culturels.
Au programme : visite de lieux et débats pour mesurer ce qui est en jeu dans les politiques publiques. Soirée au théâtre et échange sur le pouvoir et la politique. Tables rondes et ateliers, avec élus, artistes, acteurs sociaux et citoyens, autour de mots clés comme mutualiser, confiance, négociation, exigence. Il s'agira de travailler collectivement à des mises en situation, des analyses, d'inventer des démarches de création, d'émancipation, et de repenser le rôle des élus.

PARMI LES INTERVENANTS

PIERRE TEXIER, conseiller municipal de Tours

ALEXIS ARMENGOL, directeur artistique du « théâtre à Cru » de Tours

MARIE-HAUDE CARAËS, directrice de l'école des beaux arts de Tours

MAUDE LE FLOCH, responsable du POlau, pôle des arts urbains de St-Pierre des Corps

SERGE RIGOLET, la grange de Vaugarni, de Pont-de-Ruan

ANNE ROUXEL, chorégraphe,

LAURENT PRIOU, comédien,

JACQUES VINCEY, directeur du théâtre Olympia, centre dramatique régional de Tours

RÉFÉRENTE : **CATHERINE ALLEGRET**
01.48.51.15.72 – callegret@elunet.org

COP 21 : quelle place pour les élus ?

CIDEFE ÉVÉNEMENT !

MARDI 6 OCTOBRE • 9 H-17 H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Comprendre les enjeux climatiques et agir pour la mise en place d'actions respectueuses de l'environnement et des citoyens.

La France présidera la 21e Conférence des Parties de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques fin 2015. Cette échéance est cruciale et doit aboutir à l'adoption d'un premier accord universel et contraignant sur le climat pour maintenir la température globale en deçà de 2°C.

La France a placé cette conférence sous le signe de l'exemplarité environnementale. En amont, elle s'est engagée à réaliser sa propre transition énergétique à travers notamment un projet de loi sur la « transition énergétique pour une croissance verte ».

Quel rôle des collectivités territoriales et des partenaires ? Comment agir localement et internationalement en répondant à la fois aux besoins des administrés, aux problématiques planétaires, aux défis présents et à venir ?

INTERVENANTS

HERVÉ BRAMY, conseiller municipal du Blanc-Mesnil (93)

MARINE MALBERG GALLOTTE, conseillère d'arrondissement de Paris (11e arrondissement)

PHILIPPE RIO, maire de Grigny (91)

RÉFÉRENTE : **FATEN KHATTALI**
01.48.51.15.89 – faten@elunet.org

ET AUSSI...

Atelier CIDEFE environnement/régions

Pour des régions zéro carbone
le 7 novembre à Paris

Plus d'infos sur www.elunet.org

Les associations et les élus à l'heure des baisses budgétaires

MERCREDI 7 OCTOBRE • 9 H-17 H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Débattre sur le soutien aux associations, échanger les expériences, connaître les risques pénaux

Les associations ont un rôle fondamental dans la vie locale. Elles font œuvre de solidarité, de fraternité et participent à ce titre au vivre ensemble, au développement de la citoyenneté et de la démocratie.
Les collectivités ont tout intérêt à soutenir ces dernières sous des formes diverses : subventions, prêts de salles, de personnel, maisons des associations... Pour faire face à la baisse des dotations les élus sont obligés de faire des choix drastiques qui tendent leur lien avec les associations. Quelles actions les élus peuvent-ils mener en partenariat avec les associations ?

Cette formation nous permettra aussi d'aborder les précautions à prendre pour éviter les risques pénaux dans le cadre des relations entre les élus et les associations : gestion de fait, prise illégale d'intérêt...

INTERVENANTS

VINCENT OUZOULIAS, expert comptable, spécialiste des associations chez co-Exco

GILLES GARNIER, ancien directeur de cabinet de Marie Georges Buffet au ministère de la jeunesse et des sports, conseiller municipal à Noisy-le-Sec

RÉFÉRENTE : **CATHERINE ALLEGRET**
01.48.51.15.72 – callegret@elunet.org

DES FORMATIONS PRÈS DE CHEZ VOUS

D'autres formations s'ajouteront à ce calendrier en fonction de vos actualités et de vos besoins. N'hésitez pas à nous contacter pour construire une formation dans votre région.

Plus d'infos : Joan ESPEJEL : 01.48.51.15.70 - jespejel@elunet.org

De la commune à la région : construire une politique d'égalité femmes/hommes

CIDEFE ÉVÉNEMENT!

JEUDI 8 OCTOBRE • 9 H-17 H

En partenariat avec l'association « l'égalité, c'est pas sorcier ! »

PARIS (75)

OBJECTIFS : Construire le programme d'une politique d'égalité, approfondir la lutte contre les violences faites aux femmes

Le programme de l'égalité se construit dans la campagne électorale et se relance pendant toute la durée du mandat et des mandats suivants. Les mises en œuvre sont multiples. Nous analyserons, à partir d'expériences, les obstacles et les réussites en la matière. En quoi une politique d'égalité se distingue-t-elle d'une politique de lutte contre les discriminations ? Participe-t-elle au développement de la laïcité ? Nous examinerons les mécanismes afférents aux violences faites aux femmes, l'ampleur de ce phénomène et de ses conséquences. L'enjeu est de mieux comprendre pour mieux agir. Quelle politique publique nationale mais aussi territoriale mettre en œuvre pour y remédier ?

INTERVENANTES

HENRIETTE ZOUGHEBI, vice présidente de la Région Ile-de-France, présidente de « l'égalité, c'est pas sorcier ! »

GAËLLE ABILY, vice présidente de la région Bretagne

HÉLÈNE BIDARD, ajointe au maire à Paris

PASCALE LABBÉ, conseillère départementale de Seine-Saint-Denis

ERNESTINE RONAI, Coordinatrice nationale « violences faites aux femmes » de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violence

RÉFÉRENTE : **CATHERINE ALLEGRET**
01.48.51.15.72 – callegret@elunet.org

Comprendre le budget communal

(Cycle comprendre les finances locales)

CIDEFE SAVOIR-FAIRE

JEUDI 8 et VENDREDI 9 OCTOBRE • 9 H-17 H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Apprendre à lire un budget communal, savoir en extraire les éléments essentiels. Avoir une analyse critique. Etre en mesure de débattre en conseil municipal et dans les rencontres publiques

Cette formation est particulièrement adaptée aux nouveaux élus, à ceux qui manquent d'informations pour maîtriser les documents budgétaires et aux élus qui souhaitent confirmer leur expérience et actualiser leurs connaissances.
Elle présentera les grands principes budgétaires, les différents documents, l'articulation entre fonctionnement et investissement, l'autofinancement.
Elle abordera la question des ressources des communes et des intercommunalités, la péréquation, la fiscalité locale, la mutualisation dans une situation particulièrement critique en raison d'une amputation sans précédent des dotations.
Comment agir dans ces conditions alors que la baisse des moyens pose des enjeux de société, de solidarité, de droit d'accès aux services publics, de développement des territoires ?
Autant de questions à aborder dans le débat qui clôturera cette session.

INTERVENANT

PATRICK COQUOIN, ancien directeur général des services de la mairie de Varennes-Vauzelles

RÉFÉRENTE : **ASTRID SOBREIRO**

01.48.51.15.85 – asobreiro@elunet.org

Services publics et investissements menacés : quelles alternatives ?

CIDEFE ÉVÉNEMENT!

MARDI 13 OCTOBRE • 15H-22H

PARIS (75)

OBJECTIFS : Faire le point des travaux de la commission d'enquête sur les conséquences de la baisse des concours de l'État aux collectivités ; échanger sur les actions locales permettant d'informer et de mobiliser les habitants sur ces enjeux.

D'après l'INSEE, l'investissement public a reculé de 9,6% en 2014. Si la baisse des dotations de l'Etat se maintient, cette proportion pourrait atteindre 25 à 30% d'ici 2017, soit 0,6 points de croissance.

L'argument de la dette publique est méthodiquement asséné dans les consciences pour faire accepter toutes les régressions et les politiques d'austérité. D'autres alternatives sont à construire au moment de l'élaboration des budgets des collectivités et dans le cadre de la prochaine loi de finances.
En première ligne dans ce combat d'idées, les élus locaux peuvent être des relais importants d'information et de mobilisation auprès de la population et des personnels territoriaux pour favoriser des convergences.

PARMI LES INTERVENANTS

NICOLAS SANSU, député-maire de Vierzon (18), rapporteur de la commission d'enquête parlementaire

RÉFÉRENT : **JOAN ESPEJEL**
01.48.51.15.70 – jespejel@elunet.org

Nouveaux rythmes scolaires : bilan et perspectives de la réforme un an après

MERCREDI 14 OCTOBRE • 9 H–17 H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Bilan et analyse des rythmes scolaires ; échanges d'expériences et propositions.

Plus d'un an après la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, le constat est sévère du côté des parents et des personnes concernées par l'école. Selon un sondage du syndicat SNUipp-FSU, trois enseignants sur quatre estiment que les dysfonctionnements liés au temps périscolaire ont un impact négatif sur l'attention et la fatigue des élèves. De plus, les inégalités sont grandes d'une commune à l'autre. Parfois gratuits ou payants pour les parents, les moyens alloués à ces ateliers dépendent des politiques locales. Quelles améliorations attendre ? Qu'en est-il du bien être et de l'apprentissage des enfants ? Quels sont les moyens alloués aux communes pour mettre en place cette réforme si l'on veut tenir compte des besoins des enfants, des parents et du personnel éducatif ?

INTERVENANTES

MIREILLE COTTET, conseillère municipale déléguée à l'enfance et à l'éducation à Bonneuil-sur-Marne

CLAIRE LECONTE, professeure émérite de psychologie, université Lille 3 et chercheure en chronobiologie, laboratoire Psitec

MARINE ROUSSILLON, responsable du réseau école du PCF (sous réserve)

RÉFÉRENTE : **FATEN KHATTALI**
01.48.51.15.89 – faten@elunet.org

Montée des exclusions : quelle politique sociale audacieuse pour les collectivités territoriales ?

VENDREDI 16 OCTOBRE • 14 H-17 H 30

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Faire un bilan des politiques sociales mises en place par les collectivités territoriales ; mesurer les conséquences des réformes gouvernementales sur les politiques sociales des collectivités ; échanger sur les actions à mettre en œuvre dans les territoires et travailler à des alternatives.

La crise et ses effets mettent un nombre croissant de nos concitoyens dans une situation sociale dramatique. Avec la chute du pouvoir d'achat, la précarisation de l'emploi, la hausse du chômage, les politiques internationales actuelles qui pèsent sur la France, davantage de familles sont fragilisées, personne n'est épargné !
Face aux restrictions budgétaires, les élus se sentent de plus en plus démunis pour apporter des réponses adaptées aux préoccupations sociales de leurs concitoyens. Avec toutes ces difficultés, comment les collectivités peuvent-elles continuer à construire une politique sociale plus juste et plus solidaire pour les habitants ? Quelle est la place du citoyen ? Quelles politiques de justice sociale construire ensemble pour résister et œuvrer dans une démarche de citoyenneté au niveau local et à l'échelle nationale?

PARMI LES INTERVENANTS

NICOLAS LIÉBAULT : maire adjoint à Paris (14e)

DJAMEL HAMANI : maire adjoint de Vitry-sur-Seine

RÉFÉRENTE : **FATEN KHATTALI**
01.48.51.15.89 – faten@elunet.org

Rencontre nationale des conseillers départementaux

VENDREDI 23 OCTOBRE • 10H-16H

PARIS (75)

OBJECTIFS : Echange sur les compétences et les dotations dédiées aux conseils départementaux

Dès leur mise en place les conseils départementaux sont d'emblée confrontés à des questions majeures, et notamment celles de leur situation financière et de la fiscalité. Pris en étau entre la baisse des dotations et la croissance accélérée des besoins sociaux, les budgets des conseils départementaux sont dépourvus de toute marge de manœuvre, leur épargne s'amenuise et ne permet plus de maintenir le niveau des investissements.
Quelle place occupera le département dans la nouvelle organisation territoriale ? Comment développer les missions d'action sociale pour répondre à la croissance des besoins ? Comment préserver et construire des politiques volontaristes et spécifiques aux besoins d'un territoire sans la clause générale de compétence ? Quelles conséquences pour l'avenir des communes ?

INTERVENANTS EN COURS DE SOLLICITATION

RÉFÉRENTE : **ASTRID SOBREIRO**
01.48.51.15.85 – asobreiro@elunet.org

NOVEMBRE

Élaboration et analyse du budget communal

CIDEFE SAVOIR-FAIRE

(Cycle comprendre les finances locales)

JEUDI 5 et VENDREDI 6 NOVEMBRE • 9 H-17 H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Mettre en pratique les notions budgétaires de base, actualiser les connaissances et mieux maîtriser les différents outils.

Cette formation permettra aux participants d'élaborer collectivement un budget. Estimation des dépenses et des recettes, recherche des marges de manœuvre dans les dépenses de fonctionnement, calcul de la fiscalité, détermination de l'autofinancement.
Elle abordera aussi les choix politiques d'investissements en fonction de la fiscalité décidée, du taux d'endettement, de l'emprunt possible, relations avec l'intercommunalité, amorce d'une prospective financière. Débat autour des choix opérés et des interventions possibles avec les habitants.

INTERVENANT

PATRICK COQUOIN, ancien directeur général des services de la mairie de Varennes-Vauzelles

RÉFÉRENTE : **ASTRID SOBREIRO**
01.48.51.15.85 – asobreiro@elunet.org

Quel avenir pour la fonction publique territoriale ?

MARDI 10 NOVEMBRE • 9 H-17 H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Analyse des transformations et de leurs conséquences, échange sur les besoins et les actions pour les obtenir.

La fonction publique territoriale doit faire face aux restrictions budgétaires, à la dégradation des services publics, à la réforme territoriale, au projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires. Quelles seront les conséquences sur les fonctionnaires et leur statut ? Comment les élus pourront-ils répondre aux besoins des habitants dans ces conditions ? Ces modifications ne permettront pas de répondre aux exigences actuelles de justice sociale, de fraternité et de République pour tous. Comment la fonction publique doit-elle évoluer dans cette optique ? Comment élus et fonctionnaires, ces deux piliers des services publics, peuvent-ils œuvrer, chacun avec leurs prérogatives, pour cette transformation ? Comment impliquer les citoyens ?

INTERVENANTS

GILLES POUX, maire de La Courneuve, membre du Conseil Supérieur de la Fonction Publique

GÉRARD ASCHIERI, président de l'Institut de recherche de la FSU, membre du Conseil économique, social et environnemental, ancien Secrétaire Général de la FSU

RÉFÉRENTE : **CATHERINE ALLEGRET**
01.48.51.15.72 – callegret@elunet.org

Marchés publics : les principales règles de la commande publique

CIDEFE SAVOIR-FAIRE

MERCREDI 25 NOVEMBRE • 9 H-17 H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Connaître les principales règles, échanger les expériences.

Les élus sont amenés à valider des montages financiers pour participer à la construction d'équipements et au fonctionnement des services publics. Ces actes sont très encadrés par la loi via le code des marchés publics qui a été récemment modifié par la directive européenne du 26 février 2014. La rédaction de l'appel d'offre permet aussi de faire des choix de gestion, des choix politiques pour favoriser le développement durable, les emplois locaux, l'économie sociale et solidaire. Les élus ont des responsabilités dans la passation de ces marchés. Les risques juridiques, pénaux et financiers qu'ils encourent sont de plus en plus nombreux : non respect des règles, délit de favoritisme, manquement au devoir de probité... L'échange d'expériences permettra aussi de s'attacher à des cas concrets.

INTERVENANT

JEAN-LOUIS PÉRU, avocat

RÉFÉRENTE : **CATHERINE ALLEGRET**
01.48.51.15.72 – callegret@elunet.org

DÉCEMBRE

Quelles propositions concrètes pour le droit au logement ?

JEUDI 3 DÉCEMBRE • 9 H-17 H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Faire le point législatif ; dresser l'état des lieux des freins et leviers potentiels ; déterminer le cadre de l'élaboration commune (parlementaires, élus locaux, citoyens) d'une proposition de loi sur le logement.

Le 20e rapport de la fondation Abbé Pierre fait état de 2 778 000 de personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles en 2014. Pourtant la France est signataire de la charte des Nations Unies qui fait du logement un droit fondamental.
Pour que ce dernier soit enfin appliqué, il faut construire, permettre à tous d'avoir un logement décent, répondre à l'enjeu de la rénovation énergétique... Les besoins sont immenses et les réponses loin d'être à la hauteur, à l'instar de la loi ALUR, qui ne s'est pas attaquée aux problèmes de fond. Dans ce contexte, il faut faire émerger une législation du droit au logement pour tous et partout, qui fasse primer l'usage du bien immobilier sur la spéculation.
Face à l'incapacité et aux difficultés de résoudre la crise du logement et au manque de leviers à l'échelle des territoires, quelle grande bataille politique lancer ?

INTERVENANTS

JOSÉ MOURY, conseiller municipal de Bobigny

MICHEL LE SCOUARNEC, sénateur du Morbihan

RÉFÉRENTE : **CATHERINE ALLEGRET**
01.48.51.15.72 – callegret@elunet.org

Projet de loi de finances pour 2016 : les collectivités et les services publics asphyxiés ?

MERCREDI 16 DÉCEMBRE 2015 • 9H-17H

MONTREUIL (93)

OBJECTIFS : Décrypter les mesures du projet de loi de finances (PLF) impactant les collectivités ; échanger sur la conduite des débats d'orientation budgétaire dans cette période ; réfléchir à des alternatives.

Cette année, le CIDEFE va proposer cette formation consacrée au PLF dans un contexte toujours plus dramatique pour les finances des collectivités. Poursuivant leurs objectifs d'alignement de la puissance publique française sur les standards du libre-échange, les gouvernements successifs surenchérissent dans leur volonté de restreindre les moyens alloués à l'action locale.

Les effets de ces mesures se font d'ores et déjà sentir : baisse sensible des investissements, précarisation et pressions accrues sur les personnels, casse des services publics et des tarifications sociales, hausses d'impôts ; les élus, sans mobilisation conséquente, sont condamnés à des choix cruels pour les habitants.
Présentation et décryptage des dispositions concernant les collectivités, retour d'expériences et échanges sur les perspectives.

RÉFÉRENT : **JOAN ESPEJEL**
01.48.51.15.70 – jespejel@elunet.org

JANVIER 2016

Un an après « *Charlie* », quelles leçons à tirer et quel travail en commun pour une République solidaire ?

OBJECTIFS : Echange d'expériences et travail autours de propositions.

Au lendemain des attentats de janvier 2015 qui ont frappé la France, un élan de solidarité a fait déplacer un très grand nombre de citoyens pour manifester au nom d'une « unité nationale », dénoncer ces barbaries. Les élus se sentent directement concernés. Un an après certains observateurs alertent sur les amalgames qui mettent les questions d'insécurité, stigmatisant la jeunesse, au premier plan des inquiétudes des français.
L'égalité des territoires, la lutte contre toutes les discriminations, l'éducation pour tous, le vivre ensemble, la solidarité et la laïcité... sont des thèmes qu'on ne peut dissocier des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer pour obtenir de vrais changements structurels dans les politiques de droits communs. Chaque citoyen doit se sentir engagé dans ce processus de changement et personne ne doit se sentir lésé. Il est nécessaire d'échanger sur la capacité d'actions des collectivités territoriales à travers de multiples initiatives prises ces derniers mois et construire ensemble des propositions.

INTERVENANT

PHILIPPE RIO, maire de Grigny et Président de l'AFCDRP-Maires pour la Paix

RÉFÉRENTE : **FATEN KHATTALI**
01.48.51.15.89 – faten@elunet.org

L'ÉQUIPE DU CIDEFE

Formations nationales et territoriales : Catherine Allegret, Joan Espejel, Faten Khattali, Astrid Sobreiro

Ressources et développement : Elsa Dimicoli, Odile Castex, Boris Milisavljevic

Conventions et abonnements : Marie-Catherine Ondoua

Comptabilité : Stéphanie Lautié

POUR JOINDRE LE CIDEFE : 01.48.51.78.78 ou cidefe@elunet.org

TARIFS 2015 (prix TTC)

COMMUNE OU INTERCOMMUNALITÉ	ELU MUNICIPAL OU CONSEILLER COMMUNAUTAIRE		PERSONNEL TERRITORIAL
	À LA JOURNÉE	CONVENTION ANNUELLE	
MOINS DE 1 000 HABITANTS	82 €	246 €	66 €
1 000 à 3 499 HABITANTS	139 €	417 €	111 €
3500 à 9 999 HABITANTS	233€	699 €	186 €
10 000 à 19 999 HABITANTS	283 €	849 €	226 €
20 000 à 39 999 HABITANTS	351€	1 052 €	281 €
40 000 à 49 999 HABITANTS	378 €	1 134 €	302 €
50 000 à 99 999 HABITANTS	462 €	1 386 €	369 €
100 000 à 199 999 HABITANTS	737 €	2 211 €	590 €
200.000 HABITANTS ET PLUS	834 €	2 502 €	667 €
CONSEILS GÉNÉRAUX ET RÉGIONAUX	1 018 €	3 054 €	815 €

Autres publics : 48 €

Les salariés des collectivités territoriales, les responsables associatifs et syndicaux, les universitaires et étudiants mais aussi tous les citoyens intéressés par la vie locale peuvent également bénéficier des formations du Cidefe.

Toute inscription non annulée moins de 48 heures avant le début de la formation sera facturée.

LA CONVENTION ANNUELLE : un abonnement annuel forfaitaire avantageux

POUR QUI ?

Tous les élus territoriaux, y compris communautaires, dans la majorité ou dans l'opposition.

QUELLES DÉMARCHES ?

Aucune démarche administrative particulière ni obligation de délibération du conseil municipal ou du conseil communautaire n'est nécessaire. Les élus apposent leur signature sur le document, le maire ou le président doit la signer et la faire parvenir au Cidefe.

DE NOMBREUX AVANTAGES

- équivalent financier de trois sessions de formation ;
- droit ouvert à l'ensemble des formations dispensées par le Cidefe ;
- démarches administratives simplifiées et limitées à une fois dans l'année ;
- organisation au sein des collectivités de formations sur demande ;
- garantie d'être informé régulièrement de l'activité du Cidefe.

S'INSCRIRE AUX SESSIONS DE FORMATION

À RETOURNER AU

Cidefe
10, rue Parmentier
93100 Montreuil
Fax : 01 48 51 64 70
Mail : stages@elunet.org

Pour que votre inscription soit effective, vous devrez faire valider votre fiche d'inscription par votre collectivité ou votre organisme.

Nom : .....

Prénom : .....

Mandat exercé ou fonction :

.....

Adresse personnelle :.....

.....

.....

.....

E-mail : .....

.....

Téléphone : .....

Comment s'inscrire ?

- Connaître les crédits alloués à la formation
- Faire valider (tamponner) la fiche d'inscription Cidefe par les services de la collectivité
- Envoyer le bulletin au Cidefe aux coordonnées ci-dessous où par mail (stages@elunet.org)

Nom et adresse de la collectivité ou de l'organisme à facturer :

.....

.....

Bénéficiaire d'une convention annuelle* :

❑ OUI ❑ NON

Prix à payer : .....

Libellé de la formation : .....

.....

.....

Date de la formation : .....

Cachet de l'organisme à facturer

* Attention, les conventions sont individuelles et nominatives.

VOUS POUVEZ PHOTOCOPIER CE BULLETIN POUR VOUS INSCRIRE À PLUSIEURS FORMATIONS DE VOTRE CHOIX

CENTRE D'INFORMATION, DE DOCUMENTATION, D'ÉTUDE ET DE FORMATION DES ÉLUS
10, rue Parmentier - 93189 Montreuil Cedex - Tél. : 01 48 51 78 78 - Fax : 01 48 51 64 70 - www.elunet.org
ORGANISME AGRÉÉ PAR ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 1er JUILLET 1994 POUR LA FORMATION DES ÉLUS
Association loi 1901, déclarée à la préfecture de police le 10 octobre 1980 sous le n° 80/1796 - Siret 323 069 328 00025